

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 30/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SABLEX**

Route de Bagnols  
30330 TRESQUES

Références : 2022.OM  
Code AIOT : 0018100049

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement SABLEX implanté au lieu-dit "Devois de l'Estang" sur la commune de TRESQUES. L'inspection a été annoncée le 23/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABLEX
- Devois de l'Estang 30330 TRESQUES
- Code AIOT : 0018100049
- Régime : Autorisation

Cette installation est autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n° 09-136N du 30 novembre 2009.

Elle avait précédemment fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation au nom de la société Xella Thermopierre (SIPOREX) en date du 16 décembre 2003. Les sables produits sur le site étaient utilisés dans le processus de fabrication de l'usine SIPOREX située à quelques kilomètres. L'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2004 a autorisé la société SABLEX à se substituer à la société Xella Thermopierre .

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des retombées de poussière ;
- mesures de bruit ;
- rejets aqueux ;
- aires et cuvette étanches ;
- fuite accidentelle de liquide sur engin ;
- rubrique 4734 / protection du stockage de produit pétrolier ;
- phasage.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Fuite accidentelle de liquides sur engin	Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Éloignement du voisinage	Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 1.10.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	émission de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet
2	émission de poussières	Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 4.2	/	Sans objet
3	Phasage	Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 1.6	/	Sans objet
4	Autre réservoir de liquides inflammables	Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.4	/	Sans objet
5	Rejets aqueux	Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 3.9	/	Sans objet
6	Limitation des niveaux de bruit	Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 6.3	/	Sans objet
7	Aires et cuvette étanches	Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté une surveillance réglementaire renforcée des mesures de poussières. L'évolution dans le temps de l'exploitation a rapproché les fronts sud d'une piste DFCI fermée au public traversant le périmètre ICPE à une distance trop proche du front. L'exploitant en concertation avec les services de lutte incendie a indiqué lors de la visite qu'il prévoit de déplacer le tracé de ce dernier pour une mise en conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : émission de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Bilan des mesures réalisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
<b>Constats :</b> Il est constaté le respect des mesures périodiques effectuées par l'exploitant qui maintient une base trimestrielle avec des mesures en deçà des limites autorisées, notamment pour les capteurs de proximité des habitations de type (b).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : émission de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Surveillance dans l'environnement de la poussière de silice
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...)           Les campagnes de mesures sont effectuées de façon à pouvoir évaluer une quantité moyenne de l'air. (...)           Les paramètres mesurés sont : - PM 10 - Poussières alvéolaires, leur taux de silice cristalline et le dosage des formes de silice (quartz, cristobalite et tridymite) ; En suspension dans l'air. (...)
<b>Information :</b> L'exploitant, effectue les mesures PM10 et alvéolaire par CIP 10 imposée par son arrêté du 30/11/2009 en parallèle des mesures réglementaires par jauge imposées par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
<b>Constat :</b> Les rapports des deux mesures PM 10 et alvéolaire, ont été transmis à l'inspection et démontrent des mesures pour l'année 2021 en deçà des limites VTR (Valeurs Toxiques réglementaires) et seuils d'alerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Phasage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> autre, Phasage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Arrêté préfectoral n° 09-136N du 30 novembre 2009 (art 1.6) et Annexes 5 à 10.            La carrière sera implantée, réalisée, exploitée, et le site réhabilité conformément aux plans, aux dispositions de l'étude d'impact (mesures compensatoires notamment) et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation (études hydrogéologiques, études géotechniques, étude paysagère, études floristique et faunistique, ...) sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Par application de l'article R512.33 du Code de l'Environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous éléments d'appréciation.</p> <p>Arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-01-98 du 20 janvier 2020            Article 5 :            L'annexe 4 de l'arrêté n° 09-136N du 30 novembre 2009 est supprimée.            Les plans joints en annexes n° 3,7,8,9 et 10 de l'arrêté n° 09-136N du 30 novembre 2009 sont respectivement remplacés par les plans joints en annexe 1 à 5 du présent arrêté.</p>
<b>Constat :</b> Il est constaté l'exploitation de façon coordonnée avec celle prévue pour le phasage à T+15.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Stockage produit pétrolier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.4
<b>Thème(s) :</b> autre réservoir de liquides inflammables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les réservoirs doivent être établis et protégés de façon qu'il ne puissent être affectés par l'effet des sollicitations naturelles (vent, eaux, neige ...) ou non (trépidations dues au fonctionnement des installations, tir d'explosifs, circulation d'engins, etc....).</p> <p><b>Constats :</b> La cuve est dans un bac intégral de rétention en béton et couverte par une structure métallique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 3.9
<b>Thème(s) :</b> autre, LIMITATION DES REJETS AQUEUX
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes : le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5; la température doit être inférieure à 30°C ; les matières en suspension totale (MEST) doivent avoir une concentration inférieure à 35 mg/l (Norme NFT 90105). la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) doit avoir une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101); les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2). La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg/Pt/l.
<b>Constats :</b> il n'y a pas de rejet aqueux à l'extérieur du site de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Limitation des niveaux de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> autre, mesures de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière puis au moins une fois par an. Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 précité.
<b>Constats :</b> Les niveaux des mesures de bruit transmis à l'inspection sont conformes aux limites de la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Aires et cuvette étanches

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.2
<b>Thème(s) :</b> autre, Aires et cuvette étanches
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche (...)
<b>Constats :</b> Il est constaté la présence d'une dalle étanche sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Fuite accidentelle de Liquide sur Engin

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.5
<b>Thème(s) :</b> autre, Fuite accidentelle de Liquide sur Engin
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle de liquide sur un engin (avec utilisation de produits absorbants disponibles dans les engins). Les produits récupérés en cas d'accident, ne peuvent pas être rejetés et doivent être éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi une procédure en cas de fuite (dûment signée par l'ensemble du personnel), il est également constaté un dispositif type kits antipollution dans chaque engin, sauf sur la pelle hydraulique.  Ce constat concernant la pelle hydraulique constitue une non-conformité à l'article 11.2.5 de l'arrêté préfectoral du n° 09-136N du 30 novembre 2009.  Décision : L'exploitant intègre un kit antipollution qui doit être disponible sur la pelle hydraulique en permanence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 9 : Éloignement du voisinage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/11/2009, article 1.10.1.1
<b>Thème(s) :</b> autre, Éloignement du voisinage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.10.1.1 Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. (...)
<b>Constats :</b> Il est constaté une distance inférieure à 10 m entre la piste DFCI traversant l'ICPE et le front « SUD » de la carrière.  Ce constat constitue une non-conformité à l'article 1.10.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 09-136N du 30 novembre 2009.  Remarque I : Un accès est également constaté en partie nord, l'exploitant est invité à condamner cet accès par mesure de précaution (cette remarque est sans obligation réglementaire et laissée à l'appréciation de l'exploitant).  Remarque II : Dans le cas où la piste serait déplacée, il est rappelé les prescriptions de l'article 1.10.1.2 « Signalisation, accès, zones dangereuses » de l'arrêté préfectoral n° 09-136N du 30 novembre 2009, applicable à ce nouveau tracé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois